

Caroline Cayeux
Présidente du groupe « Aimer la Picardie »
UMP – Nouveau Centre et Indépendants

Communiqué de presse
pour diffusion immédiate

IMPORTANCE HAUTE

Conseil régional de Picardie : la région au bord de la faillite ?

Dans un courrier daté du 3 novembre dernier, destiné aux conseillers régionaux de la majorité, et qui nous a été transmis au siège du groupe « Aimer la Picardie », **Arnaud CARON, vice-président du conseil régional en charge des finances**, écrit noir sur blanc un terrible aveu, **la région Picardie serait au bord de la faillite**.

Cette lettre a fait l'effet d'une bombe au sein du groupe « Aimer la Picardie », qui est **consterné** et qui a tenu à s'exprimer ce vendredi 13 novembre à l'occasion d'une conférence de presse exceptionnelle et solennelle.

Voilà ce **qu'Arnaud Caron, le « Monsieur finances »** de la région écrit à ses collègues de la majorité. C'est édifiant.

« Dans ma lettre de cadrage budgétaire 2010, transmise en juillet, j'indiquais la nécessité de réduire nos dépenses de fonctionnement de 7% pour espérer contenir la dégradation de nos soldes financiers. »

« Lors d'une récente réunion de la majorité, j'ai défendu la nécessité de voter un budget qui corresponde au cadrage budgétaire de juillet. »

« Car il s'agit désormais de reconduire nos dépenses des 4 premiers mois de 2009 en 2010, au même rythme de mandatement. Vous le savez pourtant, ce rythme n'est tout simplement pas soutenable et fait courir un **grave péril sur les finances de l'institution dont nous avons la charge**. »

« Notre recours à l'emprunt en 2009 pourrait dépasser 150M€. **Ceci est inédit**. »

« **Notre capacité de désendettement se dégrade en effet de plus en plus rapidement**. Certains collègues ont cru que j'exagérais en juillet en prévoyant une capacité de désendettement supérieur à 6 ans et demi fin 2009. Il n'en est rien. »

« La dégradation accélérée de nos indicateurs contraindra nécessairement l'exécutif à **des ajustements brutaux de nos dépenses**. (...) Nous sommes aujourd'hui dans l'incapacité d'assumer durablement le périmètre actuel de notre consommation de crédits de fonctionnement. »

« Nous arriverons dès la fin 2010 à une capacité de désendettement supérieure à 12 ans ! »

« Au-delà de 10/12 ans, la situation est considérée comme préoccupante. (voir graphique)

« La période pré-électorale actuelle ne nous autorise pas à dégrader les finances du conseil régional dans ces proportions. (...) Il en va de notre honnêteté : irons-nous aux élections en disant que nous maîtrisons les dépenses, ou y irons-nous en promettant des dépenses que nous ne pourrions pas tenir ? »

« (...) il sera impossible en avril d'augmenter les dépenses et il sera même nécessaire de les baisser **brutalement** en cours d'année (...) »

« (...) la réalité s'imposera à nous dans des formes brutales dans les prochains mois : arrêt pur et simple de politiques, renoncements aux engagements de campagne... »

Aujourd'hui, de l'aveu même du Vice-président en charge des finances, **la situation financière de la région est extrêmement grave.**

Il emploie trois fois dans sa lettre le mot « brutal » qui témoigne de la violence et de l'extrême gravité de la situation.

A présent, les choses sont claires.

Après 5 années d'explosion des dépenses et du train de vie de la collectivité, le conseil régional serait au bord du dépôt de bilan :

Dépenses de personnels : +70% (hors TOS)

Communication institutionnelle : +26%

Administration générale : +44%

Dépenses de fonctionnement : +85% et cela représente près de 70% du budget régional

L'endettement : il a déjà progressé de 135% entre 2004 et 2009, et **les prévisions de M. Caron sont plus alarmistes encore que celles formulées par le CESR** dans son Avis du 1er juillet dernier, qui précisait alors : **« La dette régionale devrait atteindre 450 millions d'euros en 2010 »**

M. Arnaud Caron, dans son courrier, indique ainsi que « d'ores et déjà, notre recours à l'emprunt en 2009 pourrait dépasser **150 millions d'euros** ». Ce montant s'ajouterait au 332,6 millions d'euros de dette enregistrés fin 2008.

Ce qui ferait un total de 482 millions d'euros d'endettement, soit près de 500 euros par foyer fiscal.

Pour éviter la faillite budgétaire, le vice-président en charge des finances, avoue l'obligation qui serait faite à la région dès le mois de mars prochain, **d'arrêter**

brutalement plusieurs de ses politiques et d'augmenter massivement les impôts alors qu'elle l'a déjà fait à plusieurs reprises depuis 2004 !

Où est passé l'argent des **41%** de hausse des impôts régionaux ?

« Cet aveu est terrible pour l'avenir de la Picardie.

Je suis scandalisée et consternée de voir que malgré nos mises en garde répétées, la majorité de gauche et sont Président aient toujours nié avec constance et une mauvaise foi flagrante, aujourd'hui démasquée, les arguments que nous avançons, alors que dans le même temps ils emmenaient notre région droit dans le mur.

Aujourd'hui tout est clair. Nous comprenons mieux le manque de transparence dans la gestion régionale et le refus de voter le budget 2010, alors que **nous serons la seule région de France à ne pas voter, avant les élections de mars prochain, notre budget pour 2010.**

N'y aurait-il plus de marge de manœuvre, et plus d'argent au Conseil régional de Picardie ?

On nous a présenté l'absence de débat d'orientation budgétaire comme une marque de respect et d'attitude républicaine par rapport aux échéances électorales à venir au mois de mars. C'était faux.

Dès le mois de juillet 2009, la majorité actuelle et son président savaient, ils étaient au courant, ils ont caché cette vérité aux Picardes et aux Picards.

La vérité est qu'ils ont placé la Picardie au bord du gouffre financier.

Cette situation est insoutenable, et nous demandons solennellement au Président du Conseil régional des explications sur l'état exact des finances de la région ainsi que des réponses pour sauver notre région du naufrage.

Nous réclamons l'organisation au plus vite d'une séance extraordinaire du Conseil régional de Picardie sur la situation financière de la collectivité.

Nous avons par ailleurs saisi le Préfet de région, ainsi que le Président de la Chambre régionale des Comptes et le Président du Conseil économique et social régional afin de les alerter et de solliciter leur expertise » tient à déclarer Caroline Cayeux pour le groupe « Aimer la Picardie ».

Vous trouverez en pièces jointes la lettre reçue dans la boîte aux lettres du groupe « Aimer la Picardie », ainsi que les courriers adressés aux Présidents du Conseil régional de Picardie, du Conseil économique et social régional et de la Chambre régionale des Comptes.

Contact presse :
Sébastien Colombel
06 30 49 20 25
colombel@cr-picardie.fr